

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 16 MAI 2025

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Réorientation des politiques mondiales – Partie II

« *Tout changement est difficile au début, compliqué au milieu et magnifique à la fin.* »

– Robin Sharma, écrivain canadien, auteur de *Le moine qui vendit sa Ferrari*

Le fil conducteur : Durant les 100 premiers jours du second mandat de Donald Trump, le président et son gouvernement ont pris des mesures audacieuses et d'une grande portée qui provoquent des remous sur la scène politique et géopolitique mondiale, et sur tous les marchés financiers. Notre premier article sur le sujet, au début de la guerre commerciale contre le Canada, portait principalement sur les conséquences de ce différend sur l'économie du pays, un allié de longue date des États-Unis. Le présent article traite des événements touchant la Chine et de leurs répercussions.

Tout changement est difficile.

Dans les heures qui ont suivi l'investiture, le gouvernement Trump s'est attelé à sa promesse de bousculer le statu quo dans presque tous les aspects de la vie aux États-Unis. Les experts s'attendaient à ce que certains engagements pris lors de la campagne se concrétisent *un jour ou l'autre*, mais l'envergure et la profondeur des activités entreprises *simultanément* dès le départ les ont surpris.

En signant plus de 150 décrets (et ce n'est pas fini), le président Trump a pris une foule de mesures destinées à remanier les politiques des gouvernements précédents et à redéfinir les priorités. Ces changements, qui touchent des domaines essentiels comme l'immigration, l'éducation, la réglementation (excessive), la vigueur du secteur manufacturier et des entreprises, l'accomplissement de la « destinée manifeste » des États-Unis et, bien entendu, le commerce, ont généralement été amorcés de façon unilatérale. Néanmoins, ils ont eu l'effet d'une roche tombant d'un bassin d'eau tranquille, provoquant des remous à l'échelle mondiale qui ont secoué les principaux alliés et partenaires commerciaux. La réaction a été une combinaison de confusion, de choc, de consternation et, dans certains très médiatisés, de représailles sévères. Le président Trump a influencé les élections au Canada, au Royaume-Uni et en Australie, dont les résultats ont été très différents de ce que les prédictions laissaient entrevoir quelques semaines auparavant.

« C'est l'économie les gros titres, idiot. »

L'effervescence a fait en sorte que l'attention des investisseurs s'est focalisée sur les gros titres plutôt que sur les données fondamentales. Les annonces ont été faites à un rythme effréné, en utilisant parfois des moyens de communication non traditionnels à des heures inhabituelles, ce qui n'a fait qu'accroître la confusion. Difficile de ne pas être hypnotisé par le flot de nouvelles! Bien que les données fondamentales sous-jacentes soient restées stables, les marchés sont tombés de leurs sommets historiques (le 19 février) à des creux de marchés baissiers (chute d'environ 20 %), avant de remonter à des niveaux synonymes de marchés haussiers, et ce, en quatre mois à peine.

L'extrême volatilité a encore une fois caractérisé la séance boursière de lundi dernier. Elle a fait suite aux négociations sur le commerce, les droits de douane et la sécurité que les deux plus grands partenaires commerciaux du monde ont menées durant la fin de semaine et qui, contre toute attente, ont abouti à des résultats positifs. La rencontre de vendredi dernier entre les États-Unis et le Royaume-Uni, qui ont tracé les grandes lignes du premier accord commercial officiel, a également suscité l'optimisme. **Peut-être la phase difficile est-elle terminée et entrons-nous dans la phase compliquée, alors que de nouveaux cadres commerciaux prennent forme.**

La Chine et les États-Unis

Les relations entre les États-Unis et la Chine sont, dans le meilleur des cas, compliquées depuis longtemps. Des frictions sont apparues à cause de l'important déficit commercial que les États-Unis enregistrent avec la Chine à l'égard des biens, en plus de diverses pratiques commerciales autres que l'application de droits de douane. Les États-Unis reprochent notamment à la Chine de subventionner massivement des secteurs stratégiques, de bafouer les droits de propriété intellectuelle, de manipuler sa monnaie pour soutenir ses exportations et de limiter considérablement la capacité des entreprises américaines à vendre leurs produits aux consommateurs chinois.

La guerre commerciale avec la Chine a été déclenchée durant le premier mandat du président Trump et s'est poursuivie sous l'administration Biden. L'escalade des mesures de rétorsion au début du deuxième mandat de M. Trump, y compris les taxes et d'autres décisions de la Chine, a fait grimper les droits de douane entre les deux pays à plus de 100 %. Avec un taux aussi élevé, les échanges entre les deux pays sont pratiquement tombés au point mort. Les dirigeants ont tenu bon, les marchés ont vacillé et les équipes de direction des sociétés ont retenu leur souffle.

La capacité de résistance de la Chine est sans doute plus grande que ce que de nombreux pays pensaient (en particulier les États-Unis). Il ne faut pas oublier que la Chine est assujettie à des droits de douane et à diverses restrictions commerciales (p. ex., les États-Unis limitent

l'accès du pays aux technologies, aux appareils et aux outils de pointe liés aux semi-conducteurs) depuis au moins 2018. Par ailleurs :

- Beijing s'est attachée à créer de nouveaux marchés d'exportation et à soutenir l'innovation pour pallier les restrictions relatives aux technologies de pointe, de sorte que le pays a graduellement réduit sa dépendance à l'égard des États-Unisⁱ.
- La Chine a également réagi rapidement pour renforcer ses liens avec ses partenaires commerciaux de l'UE. Pour la première fois en cinq ans, le Japon, la Chine et la Corée, après des siècles de tensions politiques et commerciales, ont convenu de reprendre les discussions sur la création d'un marché commun et de coordonner leur riposte aux politiques commerciales américaines qu'ils jugent inéquitables. Le Brésil et certains pays africains sont aussi en pourparlers avec la Chine.
- Sur le plan des technologies, un rapport récent de l'Australian Strategic Policy Institute souligne que la Chine occupe une position dominante dans 37 domaines clés sur 44, notamment l'intelligence artificielle (IA), la défense, l'espace et les technologies quantiquesⁱⁱ.

Sortie en vue

De hauts responsables américains ont exprimé leur surprise face à la vigueur des représailles de la Chine après la première ronde de droits de douane. Pourtant, le pays semble être en mesure de tenir bon, grâce aux caractéristiques ci-dessus. D'un autre côté, les échanges entre les deux pays sont si importants qu'une impasse prolongée ne manquerait pas de se répercuter avec force sur leur économie. Les efforts déployés en coulisse pour la tenue des discussions de la fin de semaine dernière constituent un pas dans la bonne direction. Lundi matin, les marchés se sont réjouis des résultats étonnamment encourageants. Voici quelques points à retenir :

- Les deux pays ont convenu d'abaisser de 115 % leurs droits de douane réciproques pendant 90 jours; le taux que les États-Unis appliquent aux importations de la Chine passe donc à 20 % et celui que la Chine impose sur les biens américains, à 10 %. Cette pause ainsi que le cadre mis en place pour assurer le maintien du dialogue devrait réduire au minimum le risque d'escalade à l'avenir. (Et peut-être cela rassure-t-il un peu les importateurs américains.)
- Parallèlement aux négociations sur le commerce, de hauts responsables des deux pays se sont rencontrés pour parler de la crise du fentanyl. Ces discussions laissent entrevoir la possibilité qu'au moins une partie des droits de base de 20 % imposés en raison du trafic de drogue soient réduits à l'avenir.

- Le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a déclaré qu'aucune des deux parties ne veut mettre fin à ses échanges avec l'autre, tandis que le ministre du Commerce de la Chine a affirmé que l'accord était un premier pas pour aplanir les différences et approfondir la coopération. On espère que les échanges seront rééquilibrés par une série de mesures, dont l'ouverture du marché chinois à un éventail plus large de biens et de services américains. Le secrétaire Bessent a mentionné que les États-Unis continueraient de chercher à mettre fin, *pour des raisons stratégiques*, à sa dépendance dans des domaines jugés essentiels à la sécurité du pays (p. ex., les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques).

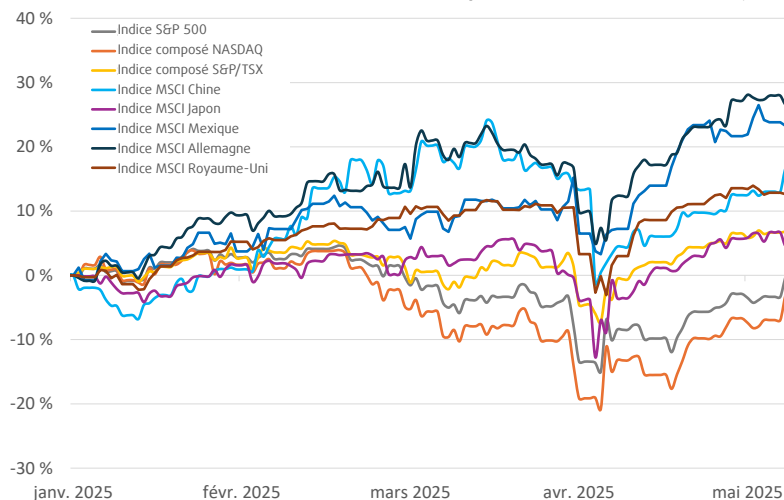
Répercussions économiques

La situation s'est-elle suffisamment éclaircie pour que les entreprises reprennent les projets qu'elles avaient mis de côté ou se lancent dans de nouvelles activités? Elles continuent de composer avec des droits de douane en moyenne cinq fois plus élevés qu'au 1^{er} janvier, même après les récents progrès. Une chose pourrait raviver leur enthousiasme : **Le Congrès travaille d'arrache-pied à un projet de loi sur l'impôt qui comprend plusieurs mesures favorables aux entreprises, notamment la passation en charges immédiate de la recherche et du développement, et des investissements en équipement, rétroactivement au début de l'année.** De plus, le projet prévoit d'autoriser la radiation immédiate des dépenses liées à la construction d'usines, également rétroactivement au début de l'année.

La pause de 90 jours, qui coïncide avec la période cruciale de constitution des stocks pour les Fêtes, pourrait donner lieu à une flambée des commandes. Dans ce cas, les données économiques pourraient envoyer des signaux contradictoires pendant plusieurs mois. Les importations pourraient augmenter, mais moyennant des prix plus élevés. L'emploi pourrait rester stable, étant donné que les entreprises se doteront en personnel pour faire face au regain temporaire d'activité. **FasteEn cas d'accélération de la croissance, d'inflation stable et d'emploi dynamique, la Réserve fédérale pourrait se garder d'intervenir, ce qui contrarierait la Maison-Blanche.**

Ironiquement, tout cela pourrait mener à une deuxième contraction du PIB et à une récession « technique ». (C'est le National Bureau of Economic Research qui qualifie officiellement une période de récession, qui correspond habituellement à deux trimestres consécutifs de croissance négative.) Pourtant, le PIB refléterait davantage le fait que les entreprises et les consommateurs s'adaptent et que l'économie fonctionne exactement comme les économistes le prévoient.

Rendements totaux cumulatifs des actions mondiales depuis le début de l'année l'année (en \$ US)



Source : Bloomberg L.P. (2025), au 13 mai 2025

Répercussions pour les investisseurs

Tous les marchés estiment que les progrès sur le plan des échanges commerciaux sont de bon augure pour la croissance. Les actions ont bondi, les obligations ont reculé, le dollar s'est raffermi et l'or a fléchi. Les manchettes ont même suggéré que l'exception américaine était de retour. Cela dit, les marchés mondiaux se sont redressés de concert avec les marchés américains, poursuivant le rééquilibrage mondial progressif que nous avons décrit la semaine dernière ([Perspectives – stratégie hebdomadaire : L'exception américaine – Le marché plie, mais ne rompt pas - BMO Gestion Privée](#)).

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal
George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

Cette semaine

Le nouveau Cabinet du Canada – Le premier ministre canadien Mark Carney a été officiellement assermenté mardi pour son nouveau mandat. Il a annoncé la formation d'un Cabinet de 28 ministres et de 10 secrétaires d'État, qui seront des ministres de second rang. François-Philippe Champagne conserve le poste de ministre des Finances tout en assumant les fonctions supplémentaires de ministre du Revenu national. Anita Anand, députée d'Oakville, prend la relève des Affaires étrangères. Tim Hodgson, ancien chef des opérations canadiennes à Goldman Sachs, deviendra ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Les dirigeants américains se rendent au Moyen-Orient – La conclusion d'ententes dans le désert a été le thème du premier voyage international du président Trump dans le cadre de son deuxième mandat. L'Arabie saoudite a accueilli le président et tenu un forum d'investissement américano-saoudien très médiatisé, auquel ont participé les chefs de la direction de grandes sociétés américaines technologiques, industrielles, financières, énergétiques et d'infrastructures. Prenant la parole lors de l'événement, le président Trump a annoncé que l'Arabie saoudite avait accepté d'investir 600 milliards de dollars – et potentiellement jusqu'à 1 000 milliards de dollars – au cours des quatre prochaines années. Ce jour-là, des transactions potentielles d'environ 300 milliards de dollars ont été dévoilées. Dans une optique de diversification économique et de sécurité nationale, l'Arabie saoudite s'est engagée à conclure une transaction de 142 milliards de dollars dans le secteur de l'armement, a accepté d'acheter 18 000 puces d'IA de pointe de Nvidia et s'est associée à AMD pour développer un réseau de centres de données au sein du Royaume. Boeing a également été un important bénéficiaire : la société a signé des contrats avec l'Arabie saoudite pour 30 avions et a obtenu une commande record de 130 avions du Qatar.

Mise à jour sur le chômage au Canada – Le nombre d'emplois au Canada a légèrement augmenté de 7 400 en avril, après avoir nettement chuté de 32 600 le mois précédent. Ce résultat correspondait étroitement aux attentes de changement minime. L'embauche en lien avec les élections a visiblement contribué à la hausse globale de l'emploi; les emplois dans l'administration publique ont bondi de 37 100 (il y a eu un chevauchement entre la semaine du sondage et le vote par anticipation). Cette mise à jour sur l'emploi est survenue dans un contexte de perturbations tarifaires et quelques jours à peine avant les élections fédérales, deux éléments qui ont influencé les résultats. L'Ontario a été la province la plus durement touchée, perdant 34 600 emplois, surtout

Alors que les actions américaines ont renoué avec le niveau où elles se trouvaient au début de l'année, d'autres bourses ont enregistré des rendements nettement supérieurs. Cela montre, une fois de plus, que les portefeuilles diversifiés à l'échelle mondiale peuvent offrir une certaine protection contre les turbulences, pour traverser cette période compliquée avant de connaître l'issue magnifiquement.

dans le secteur manufacturier, qui a fortement reculé. Le taux de chômage a par ailleurs grimpé de 0,2 % pour s'établir à 6,9 %, ce qui correspond au sommet post-pandémique de novembre. Comme la capacité excédentaire sur le marché du travail augmente et que la croissance des salaires a ralenti à son plus bas niveau en trois ans, **la probabilité d'une réduction de taux de 25 points de base en juin est manifestement plus grande.**

Mise à jour sur les consommateurs canadiens – Les récentes réductions de taux de la Banque du Canada procurent un répit à de nombreux emprunteurs hypothécaires et acheteurs potentiels. La hausse des versements a été une grande préoccupation pour la banque centrale. Avant la guerre commerciale, la consommation des ménages canadiens s'accélérait, augmentant de 3,6 % au cours de la dernière année, soit le rythme le plus rapide en deux ans et demi. La baisse des taux d'intérêt a joué un rôle crucial dans l'atténuation de l'impact des renouvellements hypothécaires. Bien que les nouveaux versements demeurent plus élevés que les versements initiaux, les pressions s'atténuent. Cette année, les nouveaux versements seront plus élevés de 8,2 % en moyenne par rapport à décembre 2023, ce qui représente une amélioration en regard de la hausse de 10,4 % observée au deuxième semestre de 2024. Pour les prêts qui seront renouvelés l'an prochain, l'augmentation des versements passera à 5,2 % seulement.

« Un seul grand projet de loi sur le budget » (aux États-Unis) – Les républicains au Congrès utilisent le processus de réconciliation budgétaire pour faire progresser l'idée du président Trump d'« un seul grand projet de loi », qui n'a besoin que d'une majorité simple. Les comités de la Chambre complètent le cadre, et les propositions commencent à passer de l'étape des annotations à celle des débats. Les grandes priorités du parti républicain comprennent la prolongation de la *Tax Cuts and Jobs Act* de 2017, la mise en œuvre de nouvelles exemptions d'impôt (sur les prestations de sécurité sociale, les pourboires et la rémunération des heures supplémentaires), le renforcement de la sécurité frontalière, la hausse du plafond de déduction au titre de l'impôt des États et des municipalités et l'augmentation du plafond de la dette. Les réductions de dépenses visent le programme Medicaid, le programme SNAP et les dispositions de la *Inflation Reduction Act*. Les marchés ont bien accueilli cet élan, mais il reste encore beaucoup à faire. Les républicains ne peuvent pas se permettre de perdre plus de trois votes dans l'une ou l'autre chambre, et la Chambre et le Sénat doivent ultimement s'entendre sur une seule version du projet de loi. Le président de la Chambre Mike Johnson vise l'adoption du projet de loi par la Chambre d'ici le Memorial Day. La version actuelle réduirait les recettes fiscales de 5 000 milliards de dollars et les dépenses de 1 500 milliards de dollars, et ajouterait environ 5 700 milliards de dollars à la dette nationale sur 10 ans.

La baisse des prix du pétrole n'est pas bénéfique pour le Canada –

Le groupe Études économiques BMO prévoit que le prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) s'établira en moyenne autour de 63 \$ US en 2025 et de 65 \$ US en 2026. Les prix du pétrole ont baissé d'environ 20 % par rapport à la moyenne de l'an dernier. Au Canada, les effets inflationnistes de la baisse des prix du pétrole pourraient être plus prononcés que par le passé, car le dollar canadien reste très peu touché par le changement. **Contrairement à de nombreuses économies avancées, le Canada est considéré comme un exportateur de pétrole lourd, ce qui signifie que la baisse des prix du brut a tendance à peser sur la croissance du PIB.** Au cours des 25 dernières années, la baisse soutenue de 20 \$ US des prix du pétrole a été liée au fait que la croissance du PIB canadien est inférieure de 1 % à 1,5 % à celle du PIB américain. Même si le groupe Études économiques BMO reconnaît l'effet négatif potentiel sur le PIB canadien, l'incidence globale devrait être plus modérée que dans les cycles précédents. Cette situation est en partie attribuable au plafonnement de la production pétrolière aux États-Unis et au déclin des importants investissements dans les sables bitumineux.

Le repli des prix du pétrole exerce généralement des pressions à la baisse sur le dollar canadien, mais cet effet semble moins prononcé qu'au cours des épisodes précédents.

La semaine prochaine

Semaine tranquille – La publication des bénéfices aux États-Unis est presque terminée, il n'y a pas de réunions des banques centrales et peu de données économiques seront publiées.

- **Lundi 19 mai** – Indicateurs économiques avancés aux États-Unis
- **Mardi 20 mai** – Fed de Philadelphie aux États-Unis | IPC au Canada
- **Jeudi 22 mai** – Demandes de prestations d'assurance-emploi et indices des directeurs d'achats du secteur manufacturier et des services aux États-Unis | Baromètre des entreprises de la FCEI et prix des produits industriels au Canada
- **Vendredi 23 mai** – Ventes au détail au Canada

Fiche des données au 14 mai 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 14 mai 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	5 893	4,1 %	0,6 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	19 147	6,8 %	-0,6 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	42 051	2,0 %	-0,6 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 084	3,0 %	-6,1 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	25 692	1,3 %	4,9 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	9 219	0,7 %	14,1 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	632	3,1 %	10,1 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		-0,7 %	1,5 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		-0,8 %	1,6 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,4 %	1,0 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,9 %	2,4 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,0 %	0,5 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,5 %	0,5 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,6 %	0,5 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,1 %	1,4 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'État						
	14 mai 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,54 %	4,16 %	4,21 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,26 %	3,09 %	2,97 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,71 %	4,44 %	4,67 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,70 %	2,44 %	2,74 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,45 %	1,31 %	1,49 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 14 mai 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	101,04	0,7 %	-6,9 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,72 \$	-0,3 %	2,9 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	103 573,61 \$	0,4 %	10,5 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	3 177,25 \$	-4,4 %	21,1 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	63,15 \$	3,5 %	-11,9 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000^{MD} (« Russell 2 000^{MD} »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000^{MD}.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

¹ Selon CaixaBank Research, les exportations destinées aux États-Unis représentaient 14 % des exportations chinoises totales en 2023, contre 19 % cinq ans plus tôt. D'après les dernières statistiques, la tendance s'est maintenue. Les données sur les exportations de la Chine publiées récemment montrent une baisse de 21 % des exportations vers les États-Unis, mais des hausses de plus de 10 % vers les pays membres de l'ANASE, l'Amérique latine, l'Afrique et de l'Inde ([China's exports to US sink, offset by trade with other economies, as US tariffs hit global trade](#))

² [China is leading the world in critical technologies that will SHIFT GLOBAL POWER DYNAMICS in years to com](#)